

Direction des Routes et des Ports
Service Maîtrise d'Ouvrage
Pôle Foncier Procédures et Domaine Public

**PORT DE CARRO
ACTIVITE DE PLONGEE
SUBAQUATIQUE (avec bouteille)**

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC MARITIME**

2025 - XXXX

VU le Code des Transports ;

VU l'ensemble des textes relatifs au transfert de compétence au profit des collectivités locales en matière de ports maritimes ;

VU le règlement particulier de police du port de CARRO en date du 28 janvier 2015 ;

Vu le règlement départemental d'attribution d'emplacements à flot dans les ports en date du 15 janvier 2015 ;

VU le Conseil Portuaire du Port de CARRO du XXXX 2024 ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du XXXXX 2024 relative à la révision de la tarification à appliquer en matière de ports ;

VU l'article L. 2122-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU l'appel à candidature pour l'occupation saisonnière à caractère économique du domaine public maritime mis en publicité du XXXX au XXXXX ;

VU l'analyse des candidatures et la notification du Délégué aux ports en date du XXXX au candidat retenu,

**La Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
Ci-après dénommée « Le Département »**

AUTORISE :

**Monsieur Madame gérant de la
Ci-après dénommé « Le bénéficiaire »**

ARTICLE 1. OBJET DE L'AUTORISATION

La présente autorisation consentie à XXXX a pour objet, la mise à disposition d'un poste à quai pour le **stationnement d'un bateau de commerce**. Le bénéficiaire est tenu au respect de l'ensemble du règlement particulier de police du port.

ARTICLE 2. NATURE DE L'OCCUPATION

L'autorisation est accordée pour une occupation à caractère de commerce liée à l'activité de plongée subaquatique (avec bouteille).

ARTICLE 3. USAGE DE L'OCCUPATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper **un emplacement** sur le domaine public portuaire afin d'y amarrer son bateau aux caractéristiques suivantes, au mouillage correspondant sur le plan d'eau du port et à utiliser le terre-plein nécessaire à son activité :

Nom :

N° de francisation :

N° immatriculation :

Longueur (m) :

Largeur (pare-battages non compris en m) :

Tirant d'air :

Représentant une surface de m² pare-battages non compris.

Cet emplacement est situé

La superficie totale occupée (pare-battages compris) est de XX,XX m² de plan d'eau.

Cet emplacement ne peut être affecté par le bénéficiaire, à aucun autre usage que celui désigné ci-dessus. Le poste attribué ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une sous-location.

Le périmètre du terrain occupé est tracé ou défini et arrêté sur les lieux par un agent du Département.

ARTICLE 4. DUREE DE L'OCCUPATION

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable du XXXX 2025 au 31 décembre XXXXX

ARTICLE 5. DOCUMENTS REGLEMENTAIRES A TRANSMETTRE ANNUELLEMENT

Le bénéficiaire devra impérativement présenter à l'autorité gestionnaire, la copie des documents réglementaires suivants :

- Carnet de francisation délivré par le service des douanes ;
- Extrait du Kbis et des statuts de la société exploitante ;
- Attestation d'assurance en cours de validité (cf.: article 6 du présent document) ;
- Présentation des diplômes et cartes professionnelles des employés en cas de renouvellement.

En l'absence de présentation des pièces demandées, le Département procédera au retrait de cette autorisation d'occupation temporaire. Ce retrait n'ouvrant aucun droit à indemnité de la part du Département.

ARTICLE 6. PENALITES DE RETARD DANS LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS

En cas de retard dans la production de pièces justificatives, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental votée chaque année relative à la tarification à appliquer en matière de ports, une pénalité égale à 20 % de la redevance HT d'occupation de l'année précédente sera appliquée.

ARTICLE 7. RESPONSABILITES

Le titulaire de la présente autorisation conserve l'entière responsabilité des dommages ou accidents qui pourraient être occasionnés à des tiers du fait de l'exploitation des installations. A cet effet, le bénéficiaire doit justifier d'une assurance couvrant sa responsabilité au moins pour les risques suivants :

- Dommages causés aux ouvrages du port;
- Renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès;
- Dommages causés aux tiers à l'intérieur du port;
- Dommages causés par atteinte au plan d'eau par pollution de l'eau.

Sur simple demande du département, le bénéficiaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE : *changement de navire et vente de la société.*

L'occupant est tenu d'utiliser les emplacements attribués pour le seul bateau défini au présent contrat et pour l'activité déterminée dans le cadre de la mise en concurrence. Tout autre stationnement de bateau, toute autre activité exercée ou toute utilisation ou tentative d'utilisation des emplacements, comme support à une activité non strictement conforme à la présente autorisation seront considérés comme une faute susceptible d'engager une résiliation sans indemnité

Conformément à l'article 10.4 du règlement départemental d'attribution d'emplacements à flot dans les ports, sous peine de perdre le bénéfice du poste à flot, chaque changement de bateau doit faire l'objet :

- D'une demande écrite adressée au service Maîtrise d'Ouvrage du Département, précisant les caractéristiques du nouveau bateau dont le stationnement est envisagé; et après validation des mesures exactes hors tout du nouveau bateau par les agents du Département ;
- D'un accord préalable écrit du Département ;
- Du respect des prescriptions de l'autorisation d'occupation temporaire et du règlement particulier de police du port en ce qui concerne les caractéristiques du nouveau navire.

En outre, conformément à l'article 11.2 du règlement départemental d'attribution d'emplacements à flot dans les ports, l'exploitant de la société est tenu de déclarer préalablement au Département son intention de cession de la société. Le poste d'accostage concerné ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un transfert de droit de jouissance de la part du titulaire, au profit d'une nouvelle société, d'un nouvel associé extérieur à la société qui ne pourra se prévaloir d'aucun droit acquis.

Les cessions de titres, les changements de gouvernance ou les opérations sur le capital n'ayant pas d'impact sur les conditions de l'appel à candidature initial sont autorisées sous réserve de l'accord préalable et exprès du Département.

ARTICLE 9. GARDIENNAGE

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'assurer le gardiennage de son bateau en stationnement sur le plan d'eau, et de faire surveiller ses amarrages.

Conformément à l'article 6 du règlement particulier de police du port, tout navire séjournant dans le port doit être maintenu en bon état d'entretien, de navigabilité et de sécurité (un contrôle technique annuellement).

Si l'Autorité Portuaire constate qu'un bateau, est à l'état d'abandon, coulé ou dans un état tel qu'il risque de couler ou de causer des dommages aux personnes, navires et ouvrages environnants, elle met en demeure le propriétaire de mettre fin à cet état de fait. Si le nécessaire n'a pas été réalisé dans le délai imparti, il est procédé d'office à la mise au sec du navire et à sa démolition aux frais, risques et périls du propriétaire. Dans ce cas, l'usager perd le bénéfice de l'occupation du poste à flot qui revient, le cas échéant, au Département.

ARTICLE 10. UTILISATION DES INSTALLATIONS

Les travaux de tous types (entretiens, modifications, réparations...etc) devront faire l'objet d'une demande préalable écrite adressée au Département.

Si le bénéficiaire dépassait les limites de l'autorisation qui lui est consentie, il serait passible de pénalités édictées par les règlements de Grande Voirie pour les occupations illicites du Domaine Public.

Les emplacements sont, ainsi que leurs abords, constamment maintenus en parfait état d'entretien et de propreté et ne peuvent être utilisés pour la publicité.

ARTICLE 11. REDEVANCE

La présente autorisation est consentie au bénéficiaire moyennant le paiement d'une redevance annuelle, auprès de Monsieur le Payeur Départemental, dès réception du titre de paiement, et dans les délais prévus imposés par la Paierie Départementale.

Au titre de l'année 2025 et conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du XXXX 2024 relative à la tarification à appliquer en matière de ports, cette redevance s'élève, suivant la superficie occupée, à XX,XX € (*euros et cents*) selon la décomposition suivante :

• TARIF 2025 APPLICABLES DU 01/01/2025 AU 31/12/2025 :

	Surface occupée	Tarif €/H.T./m²/an	Redevance
Plan d'eau		XX,XX €	
TOTAL H.T.			
TOTAL T.V.A (20.00%)			
TOTAL A PAYER € T.T.C			

La redevance annuelle pour les exercices suivants sera exigée selon la tarification applicable.

Le fait de renoncer à l'autorisation d'occupation du poste d'amarrage et de le libérer avant le terme de l'autorisation ne donne pas droit au remboursement par le Département, de la période annuelle non utilisée.

ARTICLE 11. DEFAUT DE PAIEMENT

Dans l'hypothèse d'un retard de paiement, les redevances échues portent intérêt de plein droit au profit du Département sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure quelconque. Après mise en demeure, le bénéficiaire voit son autorisation résiliée de plein droit.

ARTICLE 12. IMPOTS ET TAXES

Le bénéficiaire de la présente autorisation doit seul supporter la charge de tous les impôts, taxes et contributions et notamment l'impôt foncier auquel pourraient être éventuellement assujetties les installations.

ARTICLE 13. INTERDICTION DE TRANSFERT

Conformément à l'article 10 du règlement départemental d'attribution d'emplacements à flot dans les ports, la présente autorisation est rigoureusement personnelle et incessible. Le bénéficiaire ne peut, sous peine de retrait, céder sous quelque

forme que ce soit, ces installations à un tiers. Toute infraction à cette disposition entraîne la résiliation immédiate de l'autorisation.

En cas de cession non autorisée, le bénéficiaire reste responsable des conséquences de l'occupation.

ARTICLE 14. REVOCATION

La présente autorisation est révocable à tout moment sans indemnité pour un motif d'intérêt général, pour non-respect du règlement particulier de police du port, du règlement départemental d'attribution d'emplacements à flot dans les ports et des stipulations contenues dans la présente autorisation.

Le bénéficiaire doit, à la première réquisition de l'autorité gestionnaire, évacuer les lieux après les avoir remis dans leur état primitif. La révocation est prononcée un mois après la signification. Le bénéficiaire doit alors libérer les espaces autorisés et les restituer dans leur état primitif.

ARTICLE 15. RESILIATION DU FAIT DU BENEFICIAIRE

La présente autorisation sera résiliée de plein droit et le bénéficiaire expulsé, ainsi que tout occupant :

- En cas d'inexécution de l'une des charges et conditions incombant, à XXXX un mois après une mise en demeure d'exécuter demeurée sans effet ;
- En cas d'infraction dans l'exploitation à l'une des prescriptions administratives en vigueur, du non-respect du règlement particulier de police ;
- En cas de constat par les agents du port du recours abusif, à la mise en marche des moteurs de navires amarrés aux quais ainsi que la pratique du racolage intempestif sur le domaine portuaire ;
- En cas de cessation des activités ;
- En cas de liquidation judiciaire, comme en cas de déconfiture du bénéficiaire.

En cas de résiliation, le bénéficiaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la résiliation pour libérer les espaces autorisés.

ARTICLE 16. ABSENCE D'INDEMNISATION

En fin d'autorisation et dans l'hypothèse où la remise des lieux en l'état primitif ne serait pas exigée par l'autorité gestionnaire, les installations effectuées sur le Domaine Public restent, sans indemnité, la propriété du Département.

ARTICLE 17. CONTROLES

Les agents de l'autorité gestionnaire du port auront le droit, pendant tout le temps de l'occupation, de visiter l'emplacement occupé, de monter sur le bateau et de contrôler l'exécution de toutes les clauses et conditions de la présente autorisation, ainsi que l'accomplissement des prescriptions administratives et réglementaires.

En outre le bénéficiaire est tenu de se conformer à toutes les prescriptions particulières qui pourraient lui être données par les agents du service maîtrise d'ouvrage du Département des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 18. RESPONSABILITES DU DEPARTEMENT

L'autorité portuaire assure l'installation, le contrôle et le suivi des chaînes mères et des chaînes filles présentes dans le port.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être engagée pour les dégâts, vols ou dégradations dont pourraient faire l'objet de la part de tiers, le bateau amarré au poste attribué au bénéficiaire.

ARTICLE 19. DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Fait à Marseille, le

Pour la Présidente du Conseil Départemental et par Délégation

Le Directeur des Routes et des Ports

Frédéric CAUVIN